

# Les élections européennes vues de Hongrie et de Roumanie : trajectoires nationales et circulations transnationales

[Antonela Pogăcean](#) (Sciences Po-CERI)

## *Les Analyses du CERI*

À l'issue des élections européennes du 7-9 juin 2024, certains commentateurs ont revisité le vieux couple Ouest-Est en suggérant un renversement de la distribution ordinaire des mérites. Comparée à l'avancée des extrêmes-droites dans certains pays de l'Ouest, et en France en particulier, la performance de leurs équivalents dans les États postsocialistes qui ont rejoint l'Union européenne il y a 20 ans (17 ans pour la Roumanie et la Bulgarie, 11 ans pour la Croatie) a été jugée plus modeste. « Comment l'Est a-t-il échappé à la déferlante de la droite radicale ? » demandait Deutsche Welle (édition croate)<sup>1</sup>. La Pologne dirigée par le premier ministre libéral Donald Tusk, victorieux face à la droite autoritaire, conservatrice et nationaliste du PiS, en est venue à incarner cet Est « méritant »<sup>2</sup>.

La géographie politique et symbolique Est-Ouest a émergé à l'époque des Lumières sous la plume d'auteurs qui ont décrit l'Est comme une périphérie moins civilisée et/ou « moins développée », « en retard » par rapport à l'Ouest européen<sup>3</sup>, un limes vers l'« Orient ». Ce couple a été retravaillé à maintes reprises, selon les contingences de l'histoire, et a été utilisé tant à des fins analytiques qu'à des fins pratiques. Sa remobilisation en 2024 témoigne de reconfigurations géopolitiques à l'œuvre sous l'effet de la guerre d'agression menée par la Russie en Ukraine – qui réactivent des mémoires historiques spécifiques – comme elle témoigne d'asymétries de pouvoir (politique, économique, culturel) qui n'ont pas été effacées par la « réunification de l'Europe ». Certes, les décalages économiques entre anciens et nouveaux membres ont diminué grâce aux subventions européennes, à l'ouverture des économies aux investissements étrangers, mais également aux transferts effectués par les travailleurs migrants

---

<sup>1</sup> Keno Verseck, « [Élections européennes : comment l'Est a échappé à la déferlante de la droite radicale](#) », *Courrier international*, 20 juin 2024.

<sup>2</sup> Quelques années auparavant, les « révolutions conservatrices » dans plusieurs pays d'Europe centrale, anciens « bons élèves » des « transitions démocratiques », tels la Hongrie et la Pologne, suscitaient des questionnements sur la pertinence des élargissements de l'UE. Voir notamment Jérôme Heurtaux, « L'illusion d'une nouvelle "fin de l'histoire" ? Les révolutions conservatrices en Europe centrale », *Revue de l'Union européenne*, n° 657, 2022, p. 215-220 ; Jacques Rupnik, « La démocratie illibérale en Europe centrale », *Esprit*, 6, 2017, p. 69 - 85.

<sup>3</sup> Larry Wolff, *Inventing Eastern Europe. The Map of Civilization on the Mind of the Enlightenment*, Stanford University Press, 1994.

« est »-européens insérés dans les marchés d'emploi de certains États de l'Ouest. Si l'adhésion à l'UE a été saluée comme une success story, le processus de convergence (relative et variable) des économies ne dit toutefois pas toute l'histoire.

À l'instar de l'« Ouest », ce qu'on appelle « Est » par rapport à l'« Ouest » a été et demeure hétérogène. Après la fin de la Guerre froide, la mondialisation néolibérale y a produit, selon des rythmes spécifiques, des dislocations sociales. De nouvelles formes de précarité économique, sociale et culturelle ont émergé alors que les bénéfices de l'adhésion à l'UE ont connu une distribution inégalitaire. Par ailleurs les sociétés postsocialistes ont continué à apparaître, à des degrés différents et d'une manière dynamique, comme des semi-périphéries (économiques, politiques, culturelles) par rapport au centre européen<sup>4</sup>. Si, pour reprendre la formule de Deutsche Welle, l'« Est » a échappé « à la déferlante de la droite radicale », le tableau apparaît, à y regarder de plus près, plus complexe. Comparer les paysages politiques en Hongrie et en Roumanie, tels que dessinés par les élections européennes, fournit quelques éclairages sur l'hétérogénéité de cet espace au statut ambigu, « européen » dans certains contextes, mais aussi un « Autre » de l'Occident, dans d'autres. Il ne s'agit pas pour autant de céder aux sirènes du spécifique national et au nationalisme méthodologique, mais de pointer des configurations dynamiques façonnées par des histoires et des logiques à la fois nationales, régionales et transeuropéennes, ainsi que globales.

## Les paysages politiques entre contrastes et tendances partagées



Notons d'emblée dans les deux cas, une mobilisation des électeurs un peu plus élevée comparée à la moyenne européenne (51,08 %). 52,4 % des inscrits se sont rendus aux urnes en Roumanie (contre 51,20 % en 2019). En Hongrie la participation a été encore plus forte, s'élevant à 59,46 % (contre 43,48 % en 2019). Les deux pays organisaient des élections locales le même jour. Au-delà de ce point partagé, leurs calendriers électoraux étaient en revanche différents. Le scrutin européen est intervenu à mi-législature en Hongrie, les prochaines élections parlementaires étant programmées pour 2026, alors qu'en Roumanie il a ouvert une séquence qui s'achèvera à la fin de l'année 2024 par les deux tours de l'élection

présidentielle, centrale dans le système semi-présidentiel roumain (24 novembre et 8 décembre), le scrutin législatif ayant été programmé entre les deux. Même si elle ne concerne qu'un électeur sur deux, la mobilisation renvoie en Roumanie aux enjeux plus larges de la

---

<sup>4</sup> Pamela Ballinger, "Whatever Happened to Eastern Europe?: Revisiting Europe's Eastern Peripheries", *East European Politics and Societies*, 31(1), 2017, p. 44-67.

compétition politique en cette « super année » électorale. Le contexte est différent en Hongrie où l'émergence d'un nouvel acteur politique, Péter Magyar, devenu en quelques semaines le principal rival de Viktor Orbán, a (entre)ouvert un jeu électoral qui s'annonçait initialement sans grands enjeux.

### ***Hongrie : l'hégémonie d'une droite radicalisée***

Le FIDESZ de Viktor Orbán (en alliance avec un petit parti démocrate-chrétien au poids politique négligeable) exerce depuis 2010 une hégémonie non disputée sur la scène politique hongroise, facilitée notamment (mais pas seulement) par une loi électorale très favorable aux grands partis<sup>5</sup>, et donc à celui du Premier ministre, face à une opposition fragmentée. Progressivement, la démocratie parlementaire s'en est trouvée évidée et l'on a assisté, à travers la captation de l'État, à l'émergence d'une nouvelle classe de « capitalistes politiques »<sup>6</sup>. L'ingérence de l'exécutif dans le cours de la justice, la centralisation du pouvoir, le façonnement idéologique de l'espace public grâce au contrôle de la grande majorité des médias et des campagnes récurrentes de communication soutiennent cette hégémonie. À partir de l'été 2015, lorsque des centaines de milliers de migrants notamment syriens sont entrés dans l'UE par la frontière serbo-hongroise à destination de l'Allemagne, l'ethno-nationalisme, marqueur de la droite postcommuniste et doté d'épaisseur historique dans le pays, a pris des tonalités racialisantes (désormais moins focalisées sur les « Roms » et les « juifs » et davantage sur les « migrants » et les « musulmans »), ultraconservatrices (dénonçant la « propagande LGBTQIA+ » et plus généralement le « mainstream libéral occidental »), souverainiste (contre les « technocrates » de Bruxelles). Ce discours a nourri la vision d'une nation en danger, à chaque fois sauvée par le même homme providentiel.

Rappelons que Viktor Orbán, chef incontesté de son parti, a fait irruption sur la scène hongroise en 1989. Le jeune homme de 26 ans, barbe de trois jours et cheveux longs, a joué la carte du charisme. Rebelle, il a séduit par le courage de son discours antisoviétique lors de funérailles solennelles de Imre Nagy, ancien Premier ministre condamné à mort pour son rôle dans la révolution de 1956.

Par la suite, il n'a plus jamais quitté la scène politique, ni la présidence du FIDESZ. Sa longévité et celle de son parti ont impliqué des bifurcations idéologiques, au gré des opportunités et des conjonctures internes et internationales. La lire d'une manière linéaire, depuis le présent, serait un erreur. Le jeune entrepreneur politique s'est ainsi éloigné du libéralisme générationnel initial pour embrasser dès 1993 un discours libéral-



<sup>5</sup> Il s'agit d'un scrutin uninominal majoritaire à un tour. Lors des dernières élections législatives, le FIDESZ a obtenu 54 % des suffrages qui lui ont permis de contrôler 83% des circonscriptions.

<sup>6</sup> Randall G. Holcombe, "Political Capitalism", *Cato Journal*, 35(1), 2015, p. 41-66.

conservateur susceptible d'élargir sa base électorale. De la même manière, en 2009, encore dans l'opposition, il a abandonné la rhétorique anti-russe au profit d'une nouvelle ouverture pragmatique à l'égard de la Russie. Ce faisant, il s'est placé dans le sillage du gouvernement socialiste-libéral de l'époque, comme dans une histoire plus longue datant de l'époque communiste, de dépendance hongroise vis-à-vis de l'énergie russe. Mais, très proche de la CSU bavaroise, il a également suivi la voie allemande. Enfin, dans les années 2010, pour contrôler des dynamiques politiques internes (la concurrence avec les rivaux socialistes et le renforcement de l'extrême droite incarnée à l'époque par le parti Jobbik), il a déployé un discours nationaliste centré sur un « nous » ethnique assiégé par des ennemis internes et externes, à même de raffermir son socle électoral en polarisant la société<sup>7</sup>.

L'hégémonie du FIDESZ a été également fabriquée par des politiques économiques dites « non-orthodoxes » (mêlant protectionnisme et recettes néo-libérales) qui ont favorisé dans les années 2010 des accords implicites des gouvernants avec de multiples secteurs de la société hongroise. Ces accords ont légitimé le FIDESZ au sein d'un corps social très fragmenté à l'issue du dernier mandat du gouvernement de centre-gauche (2006-2010). Ce dernier avait promu des politiques d'austérité néo-libérales, en réponse à la crise budgétaire en cours en 2006 déjà, avant la crise financière de 2008 et aggravée par celle-ci ensuite. Tout en encourageant un capitalisme national, le régime Orbán a mis en place des programmes visant à obtenir la loyauté de groupes spécifiques (retraités, familles issues des classes moyennes avec enfants, petite bourgeoisie rurale, jusqu'aux Roms bénéficiant d'emplois publics mal rémunérés, mais stables, dans les communes rurales, etc.)<sup>8</sup>.

Depuis 2013 et jusqu'à la crise du Covid, en situation de croissance économique annuelle de 4 % à 5 % (grâce entre autres à l'arrivée des fonds européens), les gouvernements Orbán successifs ont réussi à allier nationalisme (économique notamment, visant des secteurs stratégiques – banques, énergie, télécoms, infrastructures, etc. – replacés dans l'orbite de l'État aux dépens du capital étranger) et néo-libéralisme, au service de la réindustrialisation du pays (conditions fiscales et aides d'État très favorables accordées à l'industrie automobile allemande et depuis quelques années, aux industries sud-coréennes et chinoises de batteries, par exemple, allant de pair avec une très faible protection des travailleurs). La (petite) économie hongroise est restée ouverte sur le monde, façonnée par un néolibéralisme national<sup>9</sup>. La pénurie de main d'œuvre (notamment pour les nouveaux investissements venus d'Asie) a même conduit ces dernières années les dirigeants à augmenter le nombre de permis de travail (quelque 60 000 en 2024 contre 20 000 précédemment) pour des travailleurs non-issus de l'UE, recrutés essentiellement en Asie, alors même que le discours anti-migrants était réitéré.

---

<sup>7</sup> Matthieu Boisdrion, « [Comment devient-on Viktor Orbán ?](#) », *Le grand continent*, 30 juin 2024.

<sup>8</sup> Kristóf Szombati, "The Consolidation of Authoritarian Rule in Rural Hungary: Workfare and the Shift from Punitive Populist to Illiberal Paternalist Poverty Governance", *Europe-Asia Studies*, 73(9), 2021, p. 1703–1725.

<sup>9</sup> Cornel Ban, Gabor Scheiring, Mihai Vasile, "The political economy of national-neoliberalism", *European Politics and Society*, 24(1), 2021, p. 1-19.

Le régime Orbán a fait l'objet de définitions variées, politiques, médiatiques et savantes (non sans mélanges, parfois, de ces registres). Il a été qualifié de national-populiste, de populiste autoritaire, de populiste de droite radicale, de démocratie illibérale, de régime hybride d'autocratie électorale, d'extrême-droite, etc.<sup>10</sup> Sans entrer ici dans les débats définitionnels et les jeux d'étiquetage, on peut noter des processus cumulatifs de dé-démocratisation en cours depuis 2010 qui laissent néanmoins jusqu'à présent un espace pour la compétition électorale (asymétrique), pour l'émergence de nouvelles organisations politiques et pour l'existence d'un journalisme en ligne indépendant du pouvoir, certes minoritaire. La percée aux élections européennes de Péter Magyar en témoigne.

### ***Le pluralisme politique roumain et ses limites***

Durant les quatorze années de gouvernement Orbán, la Roumanie, deux fois plus peuplée que la Hongrie<sup>11</sup>, historiquement et régionalement plus diverse depuis la fin de la première Guerre mondiale<sup>12</sup>, a connu, elle, deux chefs d'État issus de la droite (Traian Băsescu 2004-2014 et Klaus Johannis depuis 2014<sup>13</sup>) et dix Premiers ministres (à la tête de gouvernements de coalition et parfois en situation de cohabitation). Différent du système parlementaire majoritaire hongrois, le système semi-présidentiel roumain distribue les sièges parlementaires à la proportionnelle<sup>14</sup>. L'instabilité gouvernementale est allée de pair avec une fragmentation de la scène politique (à droite) et des phénomènes récurrents de migration du personnel politique vers les formations au pouvoir. On note aussi une volatilité électorale marquée, associée à une forte abstention. Depuis une vingtaine d'années, le taux de présence ne dépasse pas 40 % aux scrutins législatifs (et a atteint à peine 31,95 % en 2020). Seule la personnalisation des enjeux portée par le scrutin présidentiel produit une plus forte participation, entre 50 % et 60 % des électeurs, en moyenne.

Dans ce contexte marqué par une forte méfiance citoyenne à l'égard des acteurs politiques, et malgré l'absence entre 2004 et 2020 d'une extrême-droite puissante au parlement, on a assisté depuis plusieurs années à une diversification des styles populistes<sup>15</sup>.

---

<sup>10</sup> Erin K. Jenne, Cas Mudde, "Hungary's Illiberal Turn: Can Outsiders Help?", *Journal of democracy*, 23 (3), 2012, p.147-155; Matthijs Bogaards, "De-democratization in Hungary: diffusely defective democracy", *Democratization*, 25(8), 2018, p.1481-1499; Péter Krekó, Zsolt Enyedi, "Explaining Eastern Europe: Orbán's laboratory of illiberalism", *Journal of Democracy*, 29(3), 2018, p.39-51; Gábor Scheiring, *The retreat of liberal democracy: Authoritarian capitalism and the accumulative state in Hungary*, Palgrave Macmillan, 2020.

<sup>11</sup> La Hongrie compte 9,6 millions d'habitants en 2024, la Roumanie en compte 19,06 millions.

<sup>12</sup> La Transylvanie au sens large (le Partium et le Banat compris) a été rattachée à la Roumanie après la première Guerre mondiale. Ces territoires avaient fait partie de l'empire autrichien et à partir de 1867 de la composante hongroise de l'Autriche-Hongrie.

<sup>13</sup> Le mandat présidentiel est de 5 ans.

<sup>14</sup> Les élections législatives sont organisées tous les 4 ans. Mais l'entrée au parlement est conditionnée par le franchissement d'un seuil de 5 %, assez élevé, qui rend l'accès difficile pour les nouvelles organisations.

<sup>15</sup> Benjamin Moffitt, *The Global Rise of Populism: Performance, Political Style, and Representation*, Stanford: Stanford University Press, 2016.

Ceux-ci sont présents tant chez des acteurs « établis » que chez les contempteurs de l'establishment, qu'ils viennent du centre pro-européen ou de l'extrême-droite. Dans la seconde moitié des années 2010, les premiers ont formulé une critique morale, initialement peu définie idéologiquement (mêlant accents néo-libéraux, écologistes, sociaux-démocrates, favorables aux droits des minorités, y compris sexuelles, etc.) d'un système politique illégitime, car corrompu. A partir d'un agenda anti-corruption (central sur la scène roumaine, politisé dans le contexte de l'entrée de la Roumanie dans l'UE en 2007 tant par des acteurs européens que par les acteurs nationaux), l'Union 'Sauvez la Roumanie' (USR) a appelé à un renouvellement démocratique guidé par l'idéal de la transparence et du mérite, supposant notamment le remplacement des élites politiques.

Après des succès électoraux en 2019-2020, les divisions internes ont fortement affaibli cette formation qui avait mobilisé une nouvelle bourgeoisie urbaine, des trentenaires et quadragénaires diplômés, souvent salariés des multinationales, et une partie de la diaspora. A partir de 2019, les porte-paroles d'un néonationalisme radical (Alliance pour l'Union des Roumains (AUR)<sup>16</sup> et le parti « SOS Roumanie » issu de la rupture avec l'Alliance en 2022) ont à leur tour décliné le thème transpartisan de la corruption, inséré dans un discours souverainiste. Sous la bannière « Justice pour la Roumanie », et avec les mots d'ordre « famille, patrie, religion et liberté », ils ont accusé les élites politiques nationales de collusions d'intérêt avec les milieux économiques en interne, mais aussi de trahison des intérêts nationaux face à « Bruxelles » et au capitalisme global.

Le style populiste, associé à des orientations idéologiques variées, apparaît ainsi dominant depuis plusieurs années en Hongrie et en Roumanie. Mais l'hégémonie du FIDESZ n'a pas d'équivalent en Roumanie. En même temps, la captation de l'État, le clientélisme qui participe à l'ancrage social des principaux partis, l'intervention du pouvoir exécutif dans la justice, l'influence politique des milieux des renseignements et le contrôle des médias à travers leur financement sont des phénomènes présents également sur la scène roumaine, fût-elle plus concurrentielle que la scène hongroise<sup>17</sup>. Depuis plusieurs années, l'arène électorale y est dominée par deux partis, lesquels gouvernent en coalition. Portée sur les fonts baptismaux par le chef de l'État, Klaus Johannis, à l'automne 2021, dans le contexte d'une crise politique aggravée par la crise sanitaire, cette alliance réunit le Parti social-démocrate (PSD) et le Parti national libéral (PNL). Ce dernier avait soutenu la candidature de Johannis à la fonction suprême

---

<sup>16</sup> AUR signifie « or » en roumain.

<sup>17</sup> Endre Borbáth, "Romania—Polity Contestation and the Resilience of Mainstream Parties", in Hutter Swen, Kriesi Hanspeter (eds.), *European Party Politics in Times of Crisis*, Cambridge: Cambridge University Press, 2019, p. 214–235; Alina Dragolea, "Illiberal Discourse in Romania: A 'Golden' New Beginning?", *Politics and Governance*, 10 (4), 2022, p.84–94; Dragoș Dragoman, "'Save Romania' Union and the Persistent Populism in Romania", *Problems of Post-Communism*, 68 (4), 2021, p.303–314; Sergiu Gherghina, Sergiu Miscoiu, Sorina Soare, "How far does nationalism go? An overview of populist parties in Central and Eastern Europe", in Reinhard Heinisch, Christina Holtz-Bacha, Oscar Mazzoleni (eds.), *Political Populism: Handbook of Concepts, Questions and Strategies of Research* [2nd revised and extended Edition], Nomos: Baden-Baden, 2021, p. 239-256.

en 2014 et en 2019, une candidature vue à l'époque comme LE rempart contre le PSD, jugé corrompu et qualifié de « peste rouge ».

Doté d'une base électorale relativement stable dans les départements du sud et de l'est du pays, constituée notamment de l'ancien prolétariat industriel et des populations rurales plutôt âgées, économiquement marginalisées<sup>18</sup>, le PSD a remporté la grande majorité des élections depuis 1990. C'est le principal acteur politique de la scène roumaine.



Héritier du Front du salut national (FSN) (formé en décembre 1989 par des membres de la nomenklatura et de la technocratie du socialisme d'État avec l'appui des renseignements), il s'auto-définit comme étant social-démocrate et est affilié au groupe des Socialistes et Démocrates au Parlement européen. Mais le parti promeut un fort conservatisme culturel. En témoigne

le soutien accordé à la « famille traditionnelle »- la Roumanie est l'un des cinq États membres de l'UE qui ne propose aucune reconnaissance juridique aux couples homosexuels-, la centralité de la référence à l'orthodoxie, sa rhétorique ethno-nationaliste et son souverainisme intermittent, selon les rapports de force internes au parti et les circonstances internationales. En 2017-2019, le PSD esquissait ainsi des politiques économiques pouvant être rattachées au néolibéralisme national (hausse du SMIC, taxation de certaines multinationales)<sup>19</sup> et opposait un discours souverainiste à ses contempteurs dans l'arène européenne. Menacé d'exclusion du groupe S&D du Parlement européen, son gouvernement essayait au même moment des critiques de la Commission, accusé d'affaiblir la législation anti-corruption afin de protéger les hauts cadres du parti.

Tout en défendant les intérêts des capitalistes roumains, de certaines catégories de fonctionnaires de l'appareil d'État et en étant plus favorable à la redistribution sociale comparé à ses concurrents, le parti n'a pas mis en cause le consensus néolibéral. En dépit de sa robustesse organisationnelle qui n'est pas sans rappeler celle du FIDESZ, le PSD adossé à un réseau étendu de clientèles est beaucoup plus décentralisé que la formation hégémonique hongroise. Les organisations et les hommes forts locaux y jouent un rôle important. Notons aussi qu'il a connu maints changements de direction, en partie conséquence des luttes internes (bien plus visibles que dans le FIDESZ) et du déploiement de la justice anti-corruption, politisé parfois. Il n'a en outre jamais disposé d'une super-majorité parlementaire comme le FIDESZ. Son actuel président, Marcel Ciolacu, à la tête d'un gouvernement de coalition depuis 2023,

---

<sup>18</sup> Florin Poenaru, *Locuri comune. Clasă, anticomunism, stânga* (Lieux communs. Classe, anticommunisme, gauche), Cluj-Napoca, Editions Tact, 2017.

<sup>19</sup> Cornel Ban, Gabor Scheiring, Mihai Vasile, art.cit.

dirige l'organisation politique depuis 2019. Cadre local, sa visibilité à l'échelle nationale date du milieu des années 2010. Il est aujourd'hui le candidat du PSD à la présidentielle.

La deuxième composante – plus fragile – de la coalition, le Parti national libéral (PNL), dispose d'un ancrage territorial dans l'ouest de la Roumanie (ayant par le passé appartenu à l'empire Habsbourg, puis à l'empire austro-hongrois) et dans les classes moyennes urbaines. Sa propre clientèle est plus mouvante que celle du PSD. Ces trente dernières années, l'organisation partisane a connu de nombreuses transformations, au gré des alliances avec le PSD ou avec des formations de droite mobilisant un discours anti-communiste. Aujourd'hui affilié au PPE au Parlement européen, le PNL partage avec le PSD le conservatisme culturel (moins l'euroscpticisme), la plasticité idéologique (lui permettant d'alterner les moments de délégitimation du PSD et l'alliance gouvernementale avec le même parti) et l'instabilité de la direction.

L'actuel président des libéraux roumains est un général en réserve. Nicolae Ciucă a connu une promotion fulgurante, soutenue par le chef de l'État. Deux ans après son adhésion au PNL en 2020, il en a pris la direction en 2022. Dans un contexte d'instabilité interne et internationale, la conversion de son capital militaire en ressource politique s'est effectuée sans susciter beaucoup de résistance, au nom de la « stabilité ». Rappelons que N. Ciucă avait dirigé au début des années 2000 l'unité militaire déployée aux côtés des troupes américaines en Afghanistan et en Irak. Promu chef d'État-major en 2015, il a occupé, après sa mise en réserve, les fonctions de ministre de la Défense et de Premier ministre de la coalition PSD-PNL entre 2021 et 2023, avant d'être projeté à la présidence du Sénat et désormais candidat du PNL à l'élection présidentielle, en concurrence avec son allié au gouvernement, Marcel Ciolacu.

### ***Ouverture hongroise vers l'Est vs. alignement occidental de la Roumanie ? Par-delà le noir et le blanc***

Les trajectoires des chefs de deux principales formations politiques roumaines ne ressemblent guère à celle de Viktor Orbán. Non dépourvu d'hybris, en quête de stature internationale, celui-ci apparaît désormais comme une référence pour certaines droites radicales et extrêmes-droites européennes. Alors qu'il avait négocié l'adhésion de la Hongrie à l'UE lors de son premier mandat à la tête du gouvernement (1998-2002), le Premier ministre hongrois a progressivement mobilisé une définition ultraconservatrice d'une identité européenne racialisée, chrétienne, où « la mère est une femme et le père est un homme » (comme il le rappelait encore en août 2022 lors de la Conservative Political Action Conference, CPAC<sup>20</sup> au Texas). Cette Europe (ou cet Occident) serait trahie par les élites mainstream favorables, par ailleurs, à une évolution fédérale de l'Union européenne. La Hongrie et/ou

---

<sup>20</sup> <https://www.facebook.com/watch/?v=586745782857578> La CPAC est une convention annuelle lancée en 1974. Devenue désormais le plus important rassemblement des ultraconservateurs américains, la CPAC, dévouée à Donald Trump, a multiplié les événements organisés hors Etats-Unis (le Brésil, la Corée du sud, la Hongrie, etc. ) et participe à la transnationalisation d'une droite radicale globale.



l'Europe centrale incarnerait ainsi la véritable Europe, sacrifiée par l'«Ouest» libéral, multiculturel, affaibli par le féminisme et par l'« idéologie du genre », affirme V. Orbán, proche de Donald Trump.

Le chef du gouvernement hongrois participe ainsi à la diffusion transnationale de plusieurs motifs de la droite radicale globale. Rappelons que depuis 2022, il a accueilli à trois reprises à Budapest la réunion européenne annuelle de la Conservative Political Action Conference (CPAC) où se côtoient des acteurs des droites radicales européennes, des extrême-droites et des républicains trumpistes. Au service de sa légitimation, il emploie tant des ressources symboliques fournies par l'imaginaire national (angoisse de la disparition de la nation et importance accordée à la souveraineté, en lien avec un passé de dépendance, mais aussi d'insurrections, notamment en 1848 et en 1956) et un répertoire transnational (par exemple le rejet des migrations dans un pays qui reste concerné plus par l'émigration que par l'immigration, et la dénonciation de l'« idéologie LGBTQIA+ » même si la Hongrie reconnaît depuis 2008 le partenariat civil pour les couples homosexuels).

Mais le Premier ministre hongrois qui endosse le costume du visionnaire proclame également un pragmatisme qui serait adapté à un monde en changement, devenu multipolaire, pour justifier ses choix de politique étrangère. L'« ouverture vers l'Est » annoncée depuis 2010, concernant notamment la Russie (qui a permis au régime Orbán de maintenir relativement bas les coûts de l'énergie, base du contrat social implicite), la Chine et la Turquie, est censée permettre la diversification des relations économiques, même si l'UE reste de loin le principal partenaire de la Hongrie (74 % des échanges), cette dernière étant sensible aux variations de l'économie allemande (25 % des échanges). Ne pas accepter la logique de l'opposition des blocs (Etats-Unis vs. Chine, Occident vs. Russie) assurerait selon le chef du gouvernement l'émancipation économique d'un petit pays d'Europe centrale perçu comme une victime de la rivalité des grandes puissances au XXe siècle, en particulier après la Grande Guerre<sup>21</sup>.

Or, dans le contexte de la guerre en Ukraine, le goût de Viktor Orbán pour la provocation, la confrontation et la radicalité rhétorique, les liens tissés avec les forces d'extrême-droite, les chantages au veto au Conseil européen, les résistances soulevées au soutien de Kyiv ainsi que les prises de position pro-russes, ont intensifié les conflits entre le gouvernement de Budapest et les institutions européennes. Les violations des principes de l'État de droit ont cessé d'être les seuls sujets de discorde entre les gouvernants hongrois et « Bruxelles ».<sup>22</sup>

---

<sup>21</sup> La fin de la Grande Hongrie validée en 1920 par le Traité de Trianon, signé entre les Alliés et le Royaume vaincu de Hongrie, a signifié la perte de plus de deux tiers du territoire et de la population. Un magyarophone sur trois s'est retrouvé à l'extérieur de la nouvelle Hongrie. Ce passé a fait l'objet de politiques mémorielles après 1989, renforcées sous les gouvernements Orbán successifs.

<sup>22</sup> Depuis 2022, la mise en place de systèmes de conditionnalité a conduit au blocage du versement des fonds du plan de relance et du budget européen de cohésion destinés à la Hongrie. En décembre 2023, seuls 10 milliards (sur un peu plus de 30 milliards) ont été rendus accessibles.

Tout autre est le positionnement de la Roumanie. Sa situation géographique dans le voisinage de la Russie, aux bords de la mer Noire, sur le trajet des voies d'acheminement du gaz depuis l'Asie centrale, a contribué à renforcer son importance géopolitique au sein de l'Otan et de l'UE au moment de l'agression russe en Ukraine. La politique européenne et étrangère a par ailleurs cessé de nourrir des clivages parmi les acteurs mainstream, d'autant que, depuis l'adhésion à l'Otan (2004) et à l'UE (2007), les formations politiques n'ont pas avancé de nouveaux projets dans ce domaine. Les hauts cadres du PSD ont, eux, renoncé aux discours souverainistes formulés entre 2017-2019, sous le mandat du précédent chef du parti. Notons enfin que comparée à la Hongrie, la Roumanie a été et est beaucoup moins dépendante de l'énergie russe.

Après l'invasion de l'Ukraine, le pays a accueilli de nouvelles bases militaires de l'Otan (avec la France pour nation-cadre) et a élargi celles qui existaient déjà (américaines). A l'exception de l'extrême-droite dont certains membres ont énoncé des revendications territoriales à l'égard de Kyiv et ont tenté d'instrumentaliser la cause des roumanophones d'Ukraine<sup>23</sup> à des fins de politique interne, les élites politiques, alignées sur les positions des Etats-Unis, de l'Otan et de l'UE, ont soutenu – politiquement, militairement et économiquement, notamment – l'Ukraine. A l'origine de tensions entre Bucarest et Kyiv comme entre Budapest et Kyiv, la question des minorités a fait l'objet de négociations bilatérales dans le premier cas, d'instrumentalisations en interne et en externe dans le second. En soutenant l'Ukraine, les gouvernants roumains ont également conforté les dirigeants pro-européens de la Moldavie voisine, menacés par la Russie, dans leur démarche de rapprochement avec l'UE et l'Otan. Or la Moldavie est présente dans l'imaginaire national en tant qu'ancienne terre roumaine et compte de nombreux binationaux moldavo-roumains (entre un quart et un tiers de la population moldave) en vertu des politiques de naturalisation de Bucarest vis-à-vis de ses anciens citoyens et leurs descendants, victimes des changements des frontières au XXe siècle<sup>24</sup>.



Le renversement actuel des perceptions dominantes au début des années 1990 – qui opposaient une Hongrie, ancienne « baraque la plus gaie du camp communiste », fragment de

---

<sup>23</sup> Il y aurait un demi-million de roumanophones (Roumains et Moldaves compris) et autour de 130 000 Hongrois (statistiques datant d'avant la guerre) en Ukraine.

<sup>24</sup> Voir <https://www.libertatea.ro/opinii/romania-a-preluat-in-republica-moldova-rolul-economic-al-rusiei-30-dintre-moldoveni-au-cetatenie-romana-ce-putem-face-mai-departe-4668998>; Sur le sujet des politiques de la nationalité dans la région, voir Constantin Iordachi, « Dual Citizenship in Post-Communist Central and Eastern Europe. Regional Integration and Inter-ethnic Tensions », in O.Ieda, U.Tomohico (eds.), *Reconstruction and Interaction of Slavic Eurasia and its Neighboring World*, Sapporo: Slavic Research Center, Hokkaido University, 2004, p. 105-139.

l'Europe centrale dirigée par des libéraux-conservateurs anticommunistes et « bon élève de la transition démocratique », à une Roumanie, gouvernée par des Gorbatchéviens, refoulée dans des Balkans minorés et exotisés – éclaire les risques de l'essentialisation de toute géographie symbolique. C'est riche de cette épaisseur historique que les insertions des sociétés politiques hongroise et roumaine dans les dynamiques régionales, européennes et internationales se sont manifestées dans les campagnes pour les élections européennes.

## L'épreuve des urnes dans des temps incertains

La succession des crises (pandémie, guerre en Ukraine) nourrissant des inquiétudes sociales multiples n'a débouché ni en Hongrie, ni en Roumanie sur un renforcement spectaculaire des extrêmes droites. En revanche, certains de leurs messages ont été ici comme ailleurs « normalisés ». En Hongrie, tant l'hégémonie du FIDESZ qui tient un discours de droite dure ultranationaliste que l'irruption de Péter Magyar ont laissé peu de place pour les acteurs radicaux. Et pourtant l'extrême-droite hongroise a amélioré ses résultats, comparés à ceux des scrutins précédents. En Roumanie, l'établissement d'une liste commune PSD-PNL aux européennes au nom du combat contre l'extrémisme et les divisions au sein de l'extrême-droite sont, entre autres facteurs, à l'origine d'un score moins élevé que celui anticipé pour cette dernière. Ensemble, les deux principales formations d'extrême-droite ont toutefois attiré 20 % des électeurs aux européennes (contre 6,73 % en Hongrie).

### *La marque politique « Péter Magyar » et la reconfiguration de la scène hongroise*

Avec ses 44,8 % des votes, la formation de Viktor Orbán a, comme à chaque scrutin depuis 2010, remporté les élections. Tard dans la soirée du 9 juin, devant ses sympathisants, le



Premier ministre a interprété directement en anglais le message transmis, selon lui, par les urnes : « no war ! no gender ! no migration ! ». Par la suite, son projet de réunir en une seule faction parlementaire les principaux acteurs de la droite radicale et de l'extrême-droit a échoué, faute d'accord avec l'autre figure radicale à la tête d'un gouvernement européen, Giorgia Meloni. Néanmoins, le Premier ministre hongrois a joué un rôle important dans la création du groupe des « Patriotes pour l'Europe », troisième faction au Parlement européen (politiquement isolé) où l'on retrouve le RN français, mais aussi le mouvement

tchèque ANO (anciennement affilié aux libéraux de « Renew Europe »), la Ligue de Matteo Salvini, le FPÖ autrichien, le PVV néerlandais de Geert Wilders, les Espagnols de Vox, les

Portugais de Chega, etc. Les élus du FIDESZ et de son allié démocrate-chrétien y occupent 11 sièges sur 84, deuxième délégation après celle du RN (30 eurodéputés).

La victoire du FIDESZ aux européennes fut pourtant la plus modeste de ces vingt dernières années (dans une élection nationale ou européenne), bien en dessous du résultat aux élections européennes de 2019 (52,56 %) et aux législatives de 2022 (54,13 %). Les seuls territoires où le parti a amélioré ses performances ont été les petites communes rurales du nord-est de la Hongrie, les plus appauvries du pays<sup>25</sup>. Plus mouvant qu'on ne le dit d'un scrutin à l'autre, l'électorat FIDESZ s'est progressivement étendu depuis des classes moyennes provinciales vers les couches populaires les plus fragiles qui font – plusieurs travaux en anthropologie le montrent<sup>26</sup> –, l'objet d'un « paternalisme illibéral » combinant clientélisme politique, familialisme et une naturalisation des hiérarchies sociales. Le parti de gouvernement fournit tant des ressources économiques qu'identitaires là où les dislocations postsocialistes ont affecté des identifications ouvrières et paysannes et ont porté d'anciens votant socialistes vers la droite radicale.

L'élection européenne était organisée dans un contexte économique difficile. Si la chute du PIB enregistré en 2020 (-4,5 %) a été compensée en 2021 (+7,1 %), la guerre en Ukraine et l'envolée des prix de l'énergie ont contribué à un nouveau ralentissement économique (-0,9 % en 2023), accompagné surtout par une hausse importante de l'inflation (17,3 % en 2023), plus marquée dans le secteur alimentaire et l'énergie. Celle-ci a érodé les revenus réels (-3 % en 2023, comparé à 2022). Les classes moyennes inférieures fragilisées depuis des années par le sous-financement des services publics, l'éducation et la santé en tête, pénalisées par le blocage de l'ascenseur social, ont particulièrement souffert de ces évolutions économiques.

C'est dans cette conjoncture que Péter Magyar, juriste, haut fonctionnaire du FIDESZ jusqu'en février 2024, dernièrement à la tête de l'agence gouvernementale chargée d'octroyer des crédits à des jeunes souhaitant poursuivre leurs études au-delà de 20 ans, est parvenu à produire un sursaut de mobilisation. Il a rassemblé autour de sa personne 29,6 % des voix et a obtenu 7 sièges au Parlement européen pour « Respect et liberté » (TISZA), étiquette partisane sans véritable contenu. Les sept eurodéputés ont été accueillis sans hésitation par le PPE, qu'avait quitté sous pression le FIDESZ en 2021. Le long compagnonnage de P. Magyar avec le parti au pouvoir, commencé au milieu des années 2000 dans l'organisation de jeunesse d'un FIDESZ opposé au gouvernement socialiste-libéral à l'époque, s'ancre aussi dans une socialisation familiale. Son parrain, le conservateur Ferenc Mádl, a occupé la fonction (plutôt honorifique) de président de la République hongroise entre 2000-2005. Surtout, jusqu'en 2023, P. Magyar a eu pour épouse l'ancienne ministre de Justice de Viktor Orbán, en charge des négociations avec Bruxelles sur les questions d'État de droit. Judit Varga, fidèle parmi les fidèles,

---

<sup>25</sup> Róbert László, « Így változik a Fidesz szavazótábora » (Ainsi change l'électorat du FIDESZ), 21 août 2024. Voir <https://pcblog.atlatszo.hu/2024/08/21/igy-valtozik-a-fidesz-szavazotabora/> consulté le 21 août 2024.

<sup>26</sup> Kristóf Szombati, art.cit.

l'une des rares (jeunes) femmes promues par le chef du gouvernement hongrois, était pressentie pour diriger la liste FIDESZ aux européennes. Or, en février 2024, à la suite d'un scandale lié à une grâce présidentielle accordée dans une affaire de complicité de pédophilie, elle a abandonné la scène politique (à l'instar de la Présidente de la République hongroise, Katalin Novák, poussée à la démission).

Les premières interventions de Péter Magyar, auparavant inconnu du grand public, datent de ce moment et mêlent les registres politique et people. Aux accusations (virilistes) de lâcheté, adressées à l'exécutif qui aurait sacrifié les deux femmes occupant des positions de pouvoir pour protéger le sommet (masculin) de la pyramide<sup>27</sup>, ont succédé les blâmes pour corruption. Enregistrés en secret, des propos de son ex-épouse évoquant des malversations du Parquet, ont été rendus publics. En un mois, le lanceur d'alerte d'anti-corruption, l'insider transformé en outsider, est devenu un entrepreneur politique engagé dans la campagne électorale, à la tête d'un parti dont il est le seul visage. Sa popularité n'a cessé de croître au fil des semaines, aux dépens de l'opposition dite « pro-européenne » fragmentée idéologiquement, travaillée par des concurrences pour le leadership, réunissant des socialistes, des libéraux, des écologistes et des conservateurs. Cette opposition avait échoué à questionner dans les urnes l'hégémonie du FIDESZ depuis 2010 et, pis encore, avait permis, malgré une avancée en front uni, à la formation de V. Orbán d'enregistrer son meilleur score électoral en 2022.

Outre les médias indépendants du pouvoir qui ont accueilli ses premières interventions et ont contribué au lancement de ce nouveau produit électoral sur le marché, Péter Magyar a massivement investi les réseaux sociaux. Ces derniers lui ont permis de s'émanciper partiellement des vecteurs médiatiques classiques pour façonner sa propre marque politique. Sur Facebook, Tik-Tok et la chaîne You tube dédiée, il a répondu en live interactif (forme valorisée par les algorithmes) aux questions les plus diverses, politiques mais aussi d'ordre privé, des « internautes ». Les réseaux sociaux ont servi à mobiliser et à recruter des sympathisants invités à soutenir le parti par des dons permettant d'obtenir des cartes « changement de régime », hiérarchisées selon le niveau de l'apport en trois catégories (de base, supérieur, premium)<sup>28</sup>. Ils ont diffusé les appels aux candidatures (souhaitées sans appartenance politique par le passé) pour le scrutin européen et ont été les vecteurs de « consultations populaires » (concernant, par exemple, l'ordre des candidats TISZA sur la liste pour les européennes).

---

<sup>27</sup> Dans un contexte où P. Magyar est accusé d'emprise et de violences conjugales par son ancienne épouse dans un entretien télévisé accordé après les premières interventions de Magyar.

<sup>28</sup> Voir <https://magyartisza.hu/rendszervaltas>

Outre les réseaux, Péter Magyar a interpellé les électeurs par des voies plus classiques, toujours promouvant un imaginaire de l'horizontalité à même d'effacer son ancrage élitare dans la bourgeoisie des collines huppées de Budapest. Ainsi, il a traversé pendant deux mois les villes, bourgs et bourgades de la province hongroise et a tenu quelque deux cents discours, hissé sur des estrades improvisées, devant des publics qui mêlaient sympathisants et curieux, pour certains politiquement désinvestis. Transmis sur les réseaux sociaux, ritualisés, ces déplacements ont mis en scène la proximité avec les électeurs d'un acteur relativement jeune (43 ans), carrure musclée, lunettes de soleil fixées sur les yeux et baskets aux pieds, bracelet tressé à trois fils rouge, blanc et vert, les couleurs nationales, auquel était parfois accrochée une croix. Si P. Magyar a dénoncé dans des termes empruntés à l'opposition de centre-gauche un gouvernement autoritaire et corrompu, il ne s'est pas moins placé, à travers l'emploi des symboles nationaux, de certaines formules rhétoriques et de savoir-faire communicationnels, dans le sillage de Viktor Orbán. Habile entrepreneur d'une politique des émotions, il achevait toutes ses réunions publiques par le même rituel appelant à la communion nationale, face à un FIDESZ accusé de diviser la société. Se tenant par la main, les participants déclamaient avec l'orateur : « Pas à pas, brique par brique, nous reconquerrons notre patrie ! ».



Inattendue, cette apparition a conduit à une polarisation accrue du paysage. Le Premier ministre a fait campagne sous le slogan « no war », s'avancant comme le seul promoteur de négociations et d'un rétablissement rapide de la paix en Ukraine, face à des institutions européennes, des gouvernements occidentaux et sa propre opposition, tous qualifiés de va-t'en-guerre. Dans sa traversée de la Hongrie, Péter Magyar a quant à lui appelé au dépassement des clivages politiques (non sans échos avec la rhétorique déployée en 2017 par Emmanuel Macron), résumée par cette formule : « ni droite, ni gauche, mais Hongrois ! ». Cette posture impliquait le rejet simultané de Viktor Orbán et de son adversaire historique, personnalité centrale de l'opposition et ancien Premier ministre socialiste-libéral (2004-2009), Ferenc Gyurcsány. Tout en annonçant la rupture avec les deux dernières décennies de la vie politique hongroise, Péter Magyar n'a guère renouvelé l'offre politique en termes d'idéologie. Il a associé une rhétorique « attrape-tout » centrée sur le rejet du régime Orbán et des savoir-faire communicationnels déployés dans une situation d'attentes quasi-messianiques, favorable à la manifestation du charisme politique. Ce faisant, il est parvenu à faire croire à la possibilité du changement. Plus que sur le présent, ses électeurs ont parié sur une promesse d'avenir<sup>29</sup>.

---

<sup>29</sup> Péter Csigó, « [A változás valutája: a Magyarcointól a rendszerváltásig – I. rész](#) » (La devise du changement : Du Magyarcoin au changement de régime – 1ere partie ), *Mérce*, 7 août 2024.

Comme en Roumanie où le thème de la corruption en est venu à monopoliser la discussion sur l'État de droit avec des effets mitigés par rapport à l'objectif initial<sup>30</sup>, Péter Magyar a centré sa campagne sur ce motif. La corruption systémique a été avancée comme facteur explicatif de la dégradation des services publics (santé et éducation en particulier), de la migration vers l'Ouest des jeunes Hongrois, et plus généralement, de l'état de l'économie, qui serait désormais « dépassée » par celles de la Roumanie. Adossée à certaines statistiques macro-économiques (notamment le PIB par habitant exprimé en standards de pouvoir d'achat, lequel était en 2023 un peu plus important en Roumanie qu'en Hongrie), cette comparaison a implicitement mobilisé la géographie Ouest-Est et au sein de celle-ci, une hiérarchie symbolique. Cette dernière place les Hongrois, centre-européens, en meilleure position sur le fil d'un développement linéaire comparés à leurs voisins « balkaniques » ou sud-est-européens. Ainsi, la longue hégémonie du FIDESZ a été rendue responsable du déclin hongrois devant des foules qui, invitées à choisir entre l'Ouest et l'Est, exprimaient en chœur le choix de



l'Ouest. En même temps, Péter Magyar a tenté d'attirer les éventuels « déçus » du FIDESZ, objet de toutes les convoitises dans l'espace politique hongrois des dernières années. Il s'est, par exemple, approprié la rhétorique hégémonique de la souveraineté nationale dans la relation avec « Bruxelles », a évoqué l'inefficacité des sanctions européennes contre la Russie et le refus du transfert d'armes hongrois à l'Ukraine, et a affecté une place importante au registre de la nation, y compris en déclinant l'importance de la défense contre les migrations.

Au final, les votants de TISZA sont moins venus des soutiens désenchantés du FIDESZ (entre un quart et un cinquième des électeurs TISZA avaient choisi FIDESZ aux législatives de 2022), et davantage de l'électorat de l'opposition libérale et de gauche (plus d'un tiers), des abstentionnistes indécis (un quart des votants de Tisza se sont abstenus aux législatives de 2022)<sup>31</sup> et, dans certains cas, de milieux protestataires hésitant entre Péter Magyar et l'extrême droite. Les très bons scores enregistrés dans les chefs-lieux des départements et parmi les classes moyennes inférieures, ainsi qu'au sein d'un électorat plus jeune que celui du FIDESZ traduisent la crainte du déclin social, en situation de recul économique depuis 2020. De ce qui fut l'ancienne opposition « pro-européenne », seule une coalition constituée de sociaux-démocrates et d'écologistes organisée autour Ferenc Gyurcsány a réussi, avec 8 % des suffrages,

---

<sup>30</sup> Bogdan Iancu, "Quick Fix Solutions-Anticorruption as Core/Peripheral Modality of the 'Rule of Law'," *Hague Journal on the Rule of Law*, 16, 2024, p. 611-642; id., "[Romania: Spartans, Helots, and the rule of law in Europe?](#)", *RevDem. The Review of Democracy*, 2024.

<sup>31</sup> Péter Molnár, Anna Sütő, « [Kik a TISZA szavazók és mit akarnak Magyar Pétertől?](#) » (Qui sont les électeurs du parti Tisza et qu'attendent-ils de Péter Magyar), *Atlatszo.Idea blog*, 12 juin 2024.

à franchir le seuil et à obtenir deux mandats européens<sup>32</sup>. A défaut de « renverser le régime Orbán », P. Magyar venu de la droite, a renversé l'opposition de centre-gauche.

Il a également entravé, sans néanmoins l'arrêter, la progression de l'extrême droite. Avec 6,73 % des suffrages (contre 3,29 % aux européennes de 2019 et 5,88 % aux législatives de 2022), le parti « Mi hazánk » (Notre patrie) a obtenu un siège au parlement européen (où il est affilié au groupe l'« Europe des nations souveraines » constitué autour de l'AfD allemande). Née en 2018 d'une scission au sein de « Jobbik », alors en cours de recentrage, cette aile radicale a gagné en visibilité pendant la pandémie, à force de dénonciations de la « dictature du covid », des restrictions gouvernementales et des complots de l'industrie pharmaceutique impliquant « Bruxelles ». Plus radical que le FIDESZ dans la critique de la globalisation, des États-Unis et de l'Occident, « Mi hazánk » a également une rhétorique ouvertement homophobe, anti-Rom et dirigée contre l'État d'Israël. Il a par ailleurs investi le registre anti-migrants du FIDESZ pour accuser le « gouvernement mafieux » d'encourager l'« invasion » de la Hongrie par des travailleurs étrangers, censés répondre à la pénurie de main-d'œuvre. Au scrutin local où « Mi hazánk » n'a pas été confronté à la concurrence avec le TISZA de Péter Magyar (lequel, faute de cadres, n'a participé qu'à l'élection pour le conseil municipal de Budapest où il a obtenu dix sièges sur trente-trois), cette formation a multiplié par huit le nombre de ses conseillers dans des villages et petits bourgs, où il représente souvent la principale force d'opposition face au FIDESZ<sup>33</sup>.

Le succès de la marque politique « Péter Magyar » éclaire une usure du parti hégémonique dans un contexte économique défavorable, un renouvellement de la politique des émotions et traduit un désir de changement aux contours incertains. Il renforce la personnalisation de la vie politique et la polarisation de la société. En même temps, il révèle d'une manière éclatante la quasi-disparition de l'offre de gauche du champ politique hongrois.

---

<sup>32</sup> Voir aussi Renata Varga, « [Élections européennes en Hongrie : le début de la fin pour Viktor Orbán ?](#) », *The Conversation*, 18 juillet 2024, ; Jacques Rupnik, « [Hongrie : un pays-clé de la recomposition populiste du Vieux Continent](#) », *La Grande Conversation*, 19 juin 2024.

<sup>33</sup> Political Capital, « [Mire elég a Mi Hazánk várakozáson aluli választási sikere?](#) » (À quoi suffit le succès électoral de « Mi Hazánk », même en dessous des attentes ?), 30 juillet 2024.



## Roumanie : la fabrique de la stabilité politique



Contrairement à la scène hongroise, le paysage roumain n'a pas été modifié à l'issue des scrutins européen et local. Mais comme en Hongrie, ces élections ont rendu visible la domination de la coalition au pouvoir et du PSD en particulier. La liste commune PSD-PNL aux européennes a attiré 48,55 % des suffrages (soit 19 sur les 33 mandats attribués à la Roumanie, dont 11 pour le PSD affilié au groupe S&D et 8 pour le PNL au sein du groupe PPE). La principale force a fait campagne sous les slogans électoraux « Nous sommes aussi l'Europe » et « nous votons roumain, à l'intérieur du pays et à l'étranger »<sup>34</sup> traduisant la mobilisation du registre nationaliste, mais aussi un questionnement identitaire. L'Union démocratique des Magyars de Roumanie (UDMR), parti de la minorité hongroise présent sur la scène politique depuis 1989<sup>35</sup>, intégré dans la plupart des coalitions gouvernementales depuis le milieu des années 1990 a maintenu sa position (6,48 % des suffrages) et envoie deux élus à Bruxelles, affiliés au PPE, malgré l'appropriation de la rhétorique ultraconservatrice et anti-migrants de V. Orbán.

La relativement jeune Union « Sauvez la Roumanie » (USR), qui avait obtenu avec sa plateforme anti-corruption et sa promesse de renouveau politique et démocratique un très bon score aux élections européennes de 2019 (22,36 % des suffrages exprimés), a été affaiblie par des scissions répétées et a échoué à s'ancre territorialement, quelques grandes villes exceptées. Les 8,71 % des suffrages obtenus (trois sièges dans le groupe « Renew Europe ») en alliance avec d'autres micro-formationen de droite, ont confirmé son recul.

Annoncée par des enquêtes d'opinion souvent au service d'acteurs politiques, la montée de l'extrême-droite anti-système a été contenue. Or ce danger avait été brandi pour légitimer la coalition PSD-PNL, appelée à garantir la stabilité politique et à combattre « l'extrémisme », en situation de guerre chez le voisin ukrainien. Le parti néonationaliste AUR est arrivé en deuxième position avec 14,93 % des voix et six eurodéputés (il avait percé en

<sup>34</sup> Voir [https://www.facebook.com/PartidulSocialDemocrat?locale=fr\\_FR](https://www.facebook.com/PartidulSocialDemocrat?locale=fr_FR)

<sup>35</sup> Nadège Ragaru, Antonela Capelle-Pogăcean « Les voix de l'appartenance : interpréter les votes « ethniques » en Bulgarie et en Roumanie », *Critique internationale*, 53, oct.-déc. 2011, p.119-144.

contexte de pandémie avec 9 % aux législatives de 2020). Ses élus ont été accueillis par le groupe des conservateurs et des réformistes (ERC) soutenu par Georgia Meloni, nonobstant la position du parti peu favorable à l'Ukraine, et dès lors contraire à l'orientation officielle promue par la Première ministre italienne.

Le président de ce jeune parti, George Simion, qui n'est pas élu européen, milite depuis de longues années pour l'union de la Roumanie et de la Moldavie, ainsi que pour les droits des roumanophones d'Ukraine. Il est d'ailleurs interdit de séjour dans ces deux pays. Son organisation aux contours idéologiques flous, réunit des groupements dotés d'agendas et d'origines en partie différents. D'aucuns incarnent une orientation ultraorthodoxe engagée par



le passé dans une réhabilitation du fascisme roumain des années 1930. D'autres, à l'instar du chef du parti, promeuvent un transnationalisme (non dénué de rêveries favorables au révisionnisme territorial) qui s'adresse aux communautés roumanophones historiques résidant sur les territoires des États voisins, en danger d'assimilation culturelle dans cette vision. Ces acteurs ciblent également les citoyens

roumains engagés dans des migrations de travail à l'Ouest, discriminés dans les sociétés d'« accueil » et victimes du capitalisme global<sup>36</sup>.

Ainsi, la percée de AUR à la fin des années 2010 indique un renouvellement idéologique par la diversification des groupes visés (les travailleurs roumains à l'Ouest et leurs familles restées au pays, les petits entrepreneurs et agriculteurs menacés par l'ouverture de l'économie, etc.), et par l'appropriation du discours transnational ultraconservateur. La défense des « valeurs traditionnelles » contre le « lobby gay » qui dominerait à l'Ouest et menacerait les familles roumaines a gagné ainsi en importance<sup>37</sup>, ainsi que l'opposition à la « colonisation de l'Europe par des populations étrangères ». À la faveur de la pandémie, AUR a également développé un discours complotistes et antivaccin qui a contribué au renforcement de sa popularité. L'usage intense des réseaux sociaux (AUR dispose de son application), mais aussi des opérations menées dans des territoires moins arpentés par les concurrents, massivement publicisées, à l'exemple des caravanes qui ont traversé en 2023 de nombreux villages proposant des services médicaux gratuits aux populations rurales, ont nourri également la popularité du

---

<sup>36</sup> Sorina Soare, Claudiu D. Tufiș, "Saved by the Diaspora? The Case of the Alliance for the Union of Romanians", *European Political Science*, 22 (1), 2023, p.101-118 ; Raul Carstocea, "[First as tragedy, then as farce? AUR and the long shadow of fascism in Romania](#)", *Lefteast* 11 janvier 2021.

<sup>37</sup> En octobre 2018, différents acteurs (le PSD, le PNL, l'Église orthodoxe majoritaire, des églises minoritaires, des associations, etc.) se sont mobilisés pour obtenir par référendum une modification constitutionnelle de manière à inscrire dans la loi fondamentale la définition du mariage comme unissant un homme et une femme. La faible participation au vote a invalidé le référendum.

parti, tout en formulant, dans un registre identitaire, des questions sociales peu traitées par les organisations mainstream.

Une seconde formation d'extrême droite, pro-russe, « SOS Roumanie » visible depuis 2022, a franchi de peu le seuil des 5% (5,02%) et a envoyé deux élus au Parlement européen (dans le groupe des non-inscrits, après le refus de l'AfD allemande et des Hongrois de « Mi hazánk » de les recevoir dans l'« Europe des nations souveraines »). Sa cheffe de file, l'avocate Diana Șoșoacă, qui use et abuse des stratégies de scandalisation est une dissidente de AUR. Si le discours de ce dernier a été « nettoyé » des accents les plus stridents, notamment antisémites, anti-UE et anti-Otan, Diana Șoșoacă a multiplié les déclarations dirigées contre l'État d'Israël, les Etats-Unis, l'Union européenne ou bien l'Ukraine, appelée à rendre des territoires à la Roumanie, etc.

Décidée par la coalition gouvernementale et critiquée par les oppositions de droite et d'extrême-droite, l'organisation simultanée des élections européennes et locales a favorisé les partis de gouvernement. La concomitance des scrutins a affecté le déroulement de la campagne pour les européennes. La localisation des débats et une fragmentation thématique ont laissé sans prises les rivaux de la coalition, promoteurs de discours anti-establishment et hostiles au « parti-unique PNLS »). Les organisations locales du PSD et du PNL, nettement plus puissantes que celles de leurs compétiteurs, ont été d'autant plus engagées dans la campagne que l'issue du scrutin les affectaient directement. On note d'ailleurs une participation plus forte dans les territoriaux ruraux (59,63 %), plutôt acquis au PSD, que dans les villes où la présence a été plus modeste (44,57 %)<sup>38</sup>. Les deux partis de la coalition qui ont participé, à quelques exceptions près, sur des listes séparées aux élections locales, ont montré la force de leur assise territoriale. À titre d'exemple, à eux deux, ils contrôlent presque 90 % des sièges de maires (dont 53 % pour le PSD et 36,06 % pour le PNL<sup>39</sup>) et presque toutes les grandes villes, ainsi que la quasi-totalité des présidences des conseils départementaux<sup>40</sup>.

Cette victoire de la coalition intervient dans un contexte macro-économique plus favorable que celui de la Hongrie. L'économie roumaine a connu une croissance rapide depuis l'adhésion du pays à l'UE. Le PIB par habitant exprimé en parité de pouvoir d'achat (PPA) a doublé et s'est établi en 2023 à 78 % de la moyenne européenne, contre 76 % pour la Hongrie (selon les données de l'Eurostat). La pandémie a interrompu le cycle de croissance (-3,9 % en 2020), mais l'économie a retrouvé une trajectoire ascendante dès 2021, maintenue en 2023 (+2,1 %, soit le taux le plus important de la région). Notable ces dernières années, l'inflation est demeurée jusqu'en 2024 moins élevée comparée à celle enregistrée en Hongrie (10,8 % en 2023). Et contrairement à la situation dans le pays voisin, en Roumanie les salaires réels ont

---

<sup>38</sup> Voir <https://www.euronews.ro/articole/prezenta-vot-romania-alegeri-locale-europarlamentare-2024>

<sup>39</sup> Les maires sont élus par scrutin uninominal à un tour. Pour les résultats, voir : [https://locale2024.bec.ro/wp-content/uploads/2024/07/comunicat\\_74.pdf](https://locale2024.bec.ro/wp-content/uploads/2024/07/comunicat_74.pdf)

<sup>40</sup> 24 pour le PSD, 11 pour le PNL, 2 pour une alliance PSD-PNL sur un total de 41.

progressé en 2023 (+6,3 %). Cette dynamique a pu limiter le vote protestataire malgré la distribution extrêmement injuste des fruits de la croissance. Pour des raisons en partie historiques, en partie liées aux interprétations vernaculaires du néolibéralisme<sup>41</sup>, la société roumaine de 2024 est très inégalitaire, plus encore que la société hongroise. Ainsi, le pourcentage des personnes en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale reste le plus élevé d'Europe (32 % contre 18 % pour la Hongrie en 2023)<sup>42</sup>. Les écarts très importants de richesse et de développement distinguent les zones rurales sans infrastructures des agglomérations urbaines, l'ouest de la Roumanie du sud et de l'est, la capitale du reste du pays<sup>43</sup>.

Même s'il n'a pas déployé des politiques sociales à même de réduire ces inégalités, le PSD continue à contrôler les territoires ruraux à travers ses organisations locales et leurs clients. En concurrence avec celui-ci, les partis de droite avaient réussi par le passé à mobiliser la « diaspora », dans une logique de protestation contre le PSD. Ce vocable peut renvoyer à deux configurations sociales. D'une part, en concurrence avec d'autres termes (« minorité nationale »), il évoque les communautés roumanophones historiques résidant sur les territoires des pays voisins, issues des découpages des frontières au XXe siècle. La Roumanie (comme la Hongrie vis-à-vis des minorités hongroises des pays voisins<sup>44</sup>), a mis en place des politiques d'« État-parent »<sup>45</sup> dans le but de relier ces groupes à l'État, à travers l'éducation, la culture, les mesures de naturalisation, etc.

La seconde configuration est le résultat des migrations de travail, beaucoup plus importantes en Roumanie comparées à la Hongrie (concernant plus de 20 % de la population roumaine en âge de travailler, contre 7,3 % de la population hongroise en 2020)<sup>46</sup>. Ces mobilités ont refaçonné le profil démographique de la société, la pyramide des âges et alimentent de nouvelles pénuries de main d'œuvre. Certaines régions périphériques de l'est ont été particulièrement marquées, avec des villages vidés de la population active, des familles disloquées, des rôles de genre redéfinis. Des territoires plus centraux (Bucarest, les départements de l'ouest) ont également été touchés. On estime à 4,4 millions le nombre de Roumains à l'Ouest, vivant notamment en Italie, en Espagne et en Allemagne où l'on trouve les communautés les plus nombreuses. Autour d'un quart de ces personnes engagées dans la mobilité seraient diplômées, plus d'un tiers auraient des faibles niveaux de qualification,

---

<sup>41</sup> Cornel Ban, *Ruling Ideas: How Global neoliberalism goes local*, Oxford, Oxford University Press, 2016.

<sup>42</sup> Voir <https://ec.europa.eu/eurostat/documents/4187653/18051225/risk-poverty-social-exclusion-2023.jpg/7fd31f8a-4ba4-b12a-4f8d-ccc5b4e253b?t=1717750386839> ; Rappelons également que 14,8 % des Roumains vivaient sous le seuil de pauvreté, contre 6,4 % des Hongrois, en 2021. Voir <https://www.inegalites.fr/Les-seuils-de-pauvrete-en-Europe-le-grand-ecart>

<sup>43</sup> Par exemple, en termes de parité de pouvoir d'achat, la région de Bucarest se plaçait à 175,9 % de la moyenne de l'UE en 2021, alors que la région nord-est la plus pauvre était à 71,2 % de la moyenne.

<sup>44</sup> Autour de cinq millions de roumanophones, un peu moins de deux millions de magyarophones.

<sup>45</sup> Myra A. Waterbury « Divided Nationhood and Multiple Membership: A Framework for Assessing Kin-State Policies and Their Impact », *Ethnopolitics*, 20 (1), 2021, p. 39–52.

<sup>46</sup> Krisztian Szabo, « [More than 700,000 Hungarians live abroad, with more emigrating since 2020](#) », 27 September 2023 ; Voir aussi OECD, *Talent Abroad: A Review of Romanian Emigrants*, OECD Publishing, Paris, 2019.

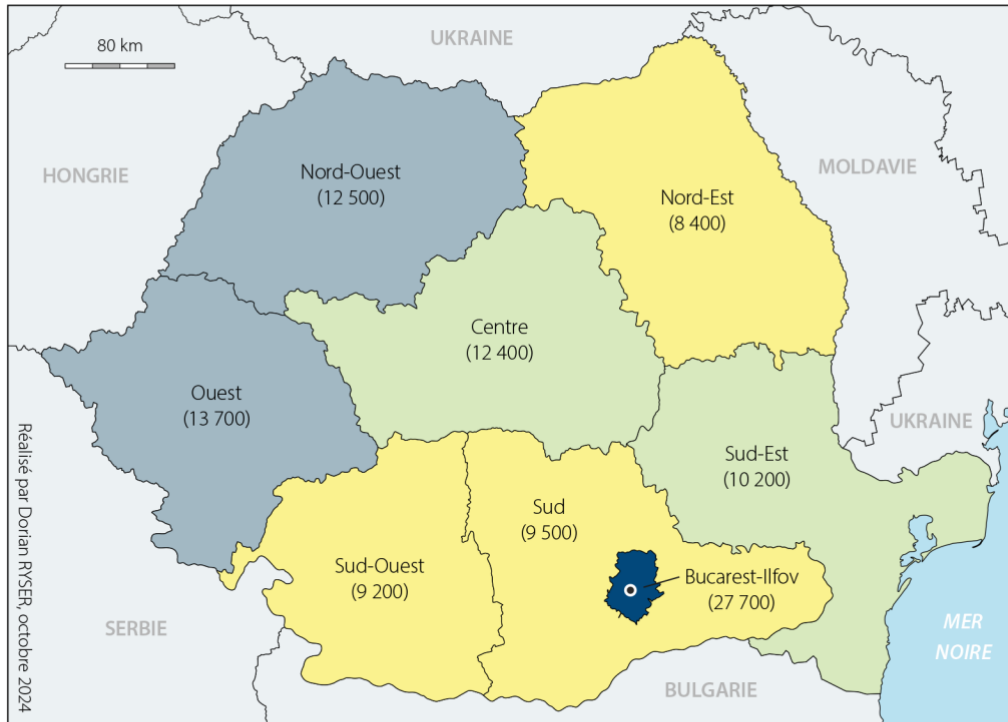
salariées dans des secteurs dérégulés et caractérisés par la pénibilité, comme l'agriculture, l'aide à la personne, le BTP, les services. Ces différents groupes socialement hétérogènes ont fait l'objet d'un travail de politisation par les principaux partis de droite, et plus récemment, d'extrême-droite. Quelques centaines de milliers de Roumains émigrés ont notamment contribué à la défaite du PSD aux présidentielles en 2009, 2014 et 2019, face aux candidats de droite. L'Union « Sauvez la Roumanie » a quant à elle séduit lors des élections européennes de 2019 parmi les franges diplômées de la diaspora.

Or, au scrutin de juin 2024, la mobilisation des votants résidant hors frontières (215 979 électeurs) a été beaucoup moins importante qu'en 2019 (55 % de celle de 2019, avec un recul de 70 % en Italie, de 64 % en Espagne)<sup>47</sup>. La coalition PSD-PNL a enregistré un score bien plus bas qu'à l'échelle nationale (21 %). Les différentes formations et candidats libéraux, conservateurs, écologistes, pouvant être rattachés à l'ancienne USR, et qui se sont présentés en ordre dispersé, ont réuni ensemble quelque 37 % des suffrages. Les deux organisations d'extrême-droite ont en revanche bénéficié de cette présence plus modeste aux urnes et ont enregistré en diaspora des performances supérieures à leurs résultats à l'intérieur (AUR, 15 % et surtout « SOS Roumanie » 14 %). Ces succès ont été particulièrement marqués en Italie, en Allemagne et en Autriche (plus de 40 % des suffrages accordés aux deux partis), soit des sociétés européennes où l'on a assisté à la montée des droites radicales et des extrêmes droites. Faudrait-il y voir le reflet d'une transnationalisation conflictuelle ?

---

<sup>47</sup>Claudiu Tufis, « [Cum s-a votat în diaspora la Europarlamentare?](#) » (Comment a-t-on voté en diaspora aux élections européennes ?)

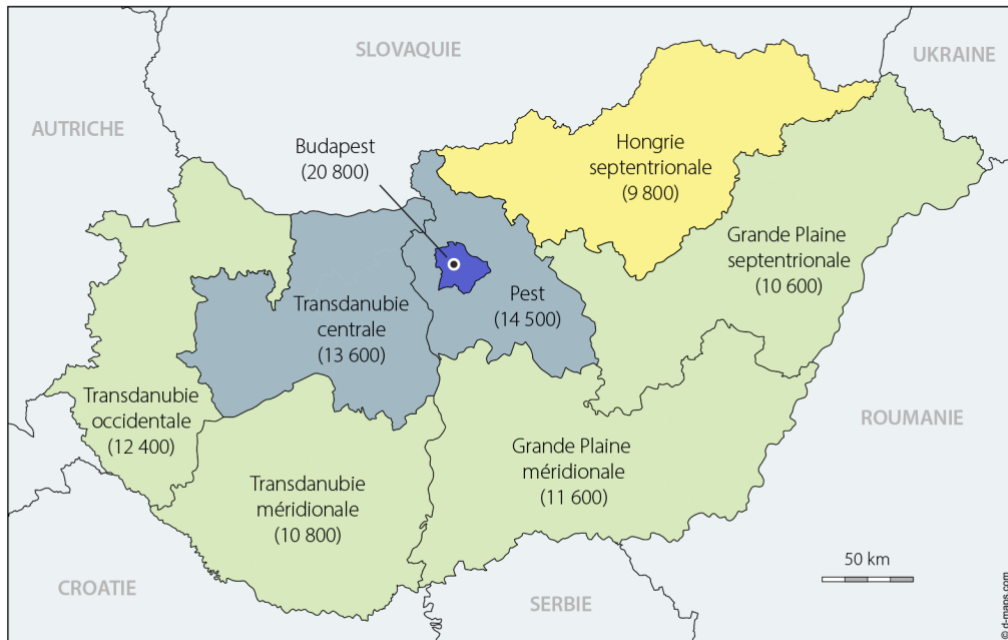
## ROUMANIE



Revenu primaire net par habitant, 2021 (en standard de pouvoir d'achat, par régions NUTS 2)



## HONGRIE



Source: Eurostat (online data code: nama\_10r\_2hhinc)

## Conclusion

En Hongrie et en Roumanie, les élections européennes ont confirmé la domination de trois organisations partisans au pouvoir, le FIDESZ en Hongrie, le PSD et à un moindre degré, le PNL, en Roumanie. Les trois ont réussi à s'inscrire dans la durée comme des acteurs centraux dans les paysages politiques postsocialistes. Des réseaux de clientèles dans une variété de groupes sociaux, aussi bien en mobilité sociale ascendante que descendante, certains marginalisés dans les ordres politiques postsocialistes, ont permis cet ancrage.

La polarisation idéologique et de plus en plus identitaire, a été pour le FIDESZ un vecteur de consolidation. Cette stratégie a nourri sa radicalisation droitière des années 2010 et 2020, en interaction avec des politiques économiques national-néolibérales. Ces dernières ont renforcé les capitalistes politiques, ont bénéficié jusqu'à un point aux classes moyennes, tout en achetant la paix sociale auprès des plus démunis. Promu par le parti de V. Orban, le clivage droite-gauche a connu des redéfinitions. La droite a successivement renvoyé à l'anticommunisme, au transnationalisme ethnique soucieux des minorités hongroises post-Trianon, d'où perçaient parfois des tonalités antisémites et anti-Roms. Elle a endossé ensuite le costume souverainiste, bouclier contre une technocratie « bruxelloise » fédéraliste et contre le « mainstream occidental libéral », devenant de plus en plus ultraconservatrice et xénophobe (anti-migrants). La gauche a également fait l'objet d'incriminations changeantes avec le temps, continuatrice du socialisme kadarien, proche de la Russie, mais par la suite, alliée du capital global, au dépens des « subalternes » hongrois. La stratégie de polarisation a alimenté lors des scrutins successifs une forte participation aux urnes. Le surgissement de Péter Magyar en juin 2024 questionne désormais la domination du FIDESZ et sa définition de la place de la Hongrie dans l'arène européenne. Mais il n'interroge guère l'hégémonie de la rhétorique nationale et acte la quasi-disparition d'une alternative politique de gauche.

La solidité du PSD en Roumanie, uni par maints liens à l'ancien régime communiste, mais allié à plusieurs moments à des organisations qui avaient appartenu dans les années 1990 à l'espace anticommuniste, éclaire l'épuisement politique de la ressource anticommuniste (malgré son hégémonie dans le champ intellectuel). Le clivage gauche-droite n'a pas en Roumanie la force structurante observée pendant longtemps en Hongrie. Ces deux sociétés ont connu des trajectoires différentes sous le socialisme d'État et au sortir du communisme. Dans une posture post-idéologique, le PSD ne promeut qu'à la marge la question des inégalités sociales et de la pauvreté. Occasionnellement, il affirme lutter pour que les Roumains cessent d'être « les esclaves modernes de l'Europe, avec les salaires les plus bas de l'UE »<sup>48</sup>, mais se

---

<sup>48</sup> « Cum arată noul program de guvernare. Ciolacu șochează: Românii n-o să mai fie sclavii Europei » (À quoi ressemble le nouveau programme du gouvernement. Ciolacu choque : « [Les Roumains ne seront plus les esclaves de l'Europe](#) »), 14 juin 2023,.

positionne comme partenaire loyal au sein de l'UE et à l'Otan. Il partage en outre avec ses adversaires et/ou alliés un conservatisme culturel et identitaire. La proximité avec l'Église orthodoxe, l'acquiescement à (voire l'encouragement de) la discrimination des minorités sexuelles, le silence face à l'ethnisation (rom) de la pauvreté sont des choix opérés pour séduire un électorat vieillissant, confronté à une émigration massive, dans une société où la solidarité sociale est plutôt perçue comme illégitime par les « méritants » et où les « assistés » sont considérés avec dédain. Comme en Hongrie (et dans d'autres sociétés européennes) on note l'absence d'une gauche à même d'énoncer dans un registre non-identitaire les problématiques sociales.

Depuis 2020, l'apparition de AUR et ensuite de « SOS Roumanie » en contexte de pandémie a renouvelé et radicalisé le nationalisme. Ces nouveaux entrepreneurs ont puisé des ressources dans un imaginaire historique. Leurs performances (relatives) traduisent avant tout le rejet des élites politiques (un autre indice en est l'abstention, plus élevée en Roumanie qu'en Hongrie), la critique d'un État inefficace et injuste (qui nourrit les migrations de travail), ainsi que les frustrations accumulées dans les relations avec un « Ouest » longtemps idéalisé. La rhétorique des néonationalistes révèle en même temps une synchronisation thématique partielle avec les droites radicales et extrême-droites européennes. La présence de AUR dans le groupe des « Conservateurs et réformistes » au Parlement européen en témoigne. Le néonationalisme susceptible d'être davantage présent dans l'arène parlementaire le lendemain des élections législatives du 1<sup>er</sup> décembre 2024 est façonné tant par les répertoires historiques et les dynamiques politiques et socio-économiques internes, que par les circulations transnationales et européennes.

Cette même remarque concerne la trajectoire du FIDESZ. À partir de 2015, l'instrumentalisation du thème des migrations a consolidé son emprise en Hongrie, en suscitant des peurs dans une société vieillissante, en déclin démographique<sup>49</sup>. En même temps, embrasser ce registre a permis à V. Orbán de gagner en visibilité dans l'arène européenne et dans des réseaux de droite radicale. Fût-il à la tête d'un relativement petit pays d'Europe centrale, il a participé, à partir d'un souverainisme appuyé, conflictuel, à l'énonciation de la question des migrations en termes de « crise ». Cette approche est désormais partagée bien au-delà des acteurs radicaux, par des formations mainstream de droite et parfois de gauche, alors qu'au sein de l'UE la quête de « solutions innovantes » de « gestion des migrations » est à l'ordre du jour. De la même manière, V. Orbán s'est avancé en allié du trumpisme et a été vocal dans la diffusion transnationale du discours « anti-woke » et anti-LGBTQIA+. Dans l'avenir immédiat, son poids (qu'il convient de ne pas surestimer) sur la scène européenne (et notamment par rapport à la guerre en Ukraine) sera malgré tout renforcé par l'élection de Donald Trump à la tête des États-Unis.

---

<sup>49</sup> La population de la Hongrie a baissé de 3,4 % entre 2011 et 2022.



Bref, les « droites radicales à l'Est » se constituent dans un jeu d'échelles. Le filtre Est-Ouest est certes, politiquement performant. Mais les analyses en deçà et au-delà de cette dichotomie essentialisée, qui restent sensibles aux asymétries de pouvoir et aux effets de périphérie, semblent éclairer davantage les dynamiques à l'œuvre, notamment en contexte de guerre en Ukraine.

### Légendes et sources des images

- Photo 1 : Derniers jours de campagne. [Photo publiée sur la page Facebook du candidat.](#)
- Photo 2 : Viktor Orbán jeune. Capture d'écran du documentaire [La Hongrie s'ouvre au multipartisme](#), 12 octobre 1989, RTS.
- Photo 3 : Marcel Ciolacu en campagne pour les élections européennes à Tulcea, près de la frontière ukrainienne. Un arrêt à l'Évêché orthodoxe. Image diffusée le 3 mai 2024. [Photo publiée sur la page Facebook du Parti social-démocrate.](#)
- Photo 4 : Marcel Ciolacu, président du PSD et de la Chambre des Députés et Nicolae Ciucă, président du PNL et Premier ministre, reçus par Volodymyr Zelensky à Kyiv le 26 avril 2022. Crédit : [www.president.gov.ua](http://www.president.gov.ua).
- Photo 5 : « Nous n'avons qu'une seule patrie et nous préserverons la paix à tout prix », affiche diffusée le 18 mai 2024. [Photo publiée sur la page Facebook du Fidesz.](#)
- Photo 6 : Scène de campagne sur estrade improvisée. Tous les drapeaux n'ont pas été distribués. Photographie publiée le 18 mai 2024. [Photographie publiée sur la page Facebook du candidat.](#)
- Photo 7 : Le selfie pour faire peuple. Et le bracelet aux couleurs nationales. Mosonmagyaróvár, Hongrie, le 6 juin 2024. Crédit : Sarkadi Roland pour Shutterstock.
- Photo 8 : Marcel Ciolacu, président du Parti social-démocrate, et la sénatrice Gabriela Firea, candidate au poste de maire de Bucarest le 27 mai 2024. Les couleurs nationales portées par l'entourage incarnent l'un des slogans : « Votons roumain ! ». Crédit LCV pour Shutterstock.
- Photo 9 : La campagne pour les européennes au service des ambitions présidentielles du président de AUR, George Simion : « La méritocratie dirige la Roumanie »-« Mérites-tu de diriger la Roumanie ? Prends leur place et viens travailler. Envoie-moi ton CV (par LinkedIn) ! » Affiche diffusée le 18 avril 2024 sur le compte Facebook du candidat.

Cartes réalisées par Dorian Ryser, Sciences Po, Centre de Recherches Internationales

**Pour citer ce texte** : Antonela Pogăcean, « Les élections européennes vues de Hongrie et de Roumanie : trajectoires nationales et circulations transnationales », [Les Analyses du CERI](#), novembre 2024.